

INTERNATIONAL  
ITALIE

# TGV Lyon-Turin : la ligne ferroviaire « ne se fera pas » assure Luigi Di Maio

Le vice-premier ministre italien a pris, dimanche, le contre-pied de son partenaire au gouvernement Matteo Salvini, en affirmant que le chantier « ne débutera pas ».

Le Monde avec AFP Publié aujourd'hui 3 février 2019 à 19h05



[https://img.lemde.fr/2019/01/24/0/0/3500/2649/688/0/60/0/9914560\\_FW1\\_FRANCE-MACRON-OPPOSITION\\_0124\\_1A.JPG](https://img.lemde.fr/2019/01/24/0/0/3500/2649/688/0/60/0/9914560_FW1_FRANCE-MACRON-OPPOSITION_0124_1A.JPG)

Le ministre italien du travail et de l'industrie Luigi Di Maio (du M5S, à gauche) et le ministre de l'intérieur italien Matteo Salvini (de la Ligue, extrême droite), à Rome, le 1er juin 2018. Tony Gentile / REUTERS

La ligne ferroviaire à haute vitesse Lyon-Turin bientôt à l'origine de brouilles dans la coalition au pouvoir en Italie ? Les dernières déclarations du vice-Premier ministre italien Luigi Di Maio pourraient faire des remous, y compris jusqu'à Paris.

« *A la fin, la TAV (nom italien pour le TGV Lyon-Turin) ne se fera pas* », a déclaré dimanche le chef du Mouvement 5 Etoiles (M5S), au risque de créer des tensions avec la France mais surtout avec l'autre membre de la coalition au pouvoir, la Ligue (extrême droite) de M. Salvini. La veille déjà, il avait affirmé que le débat était « *clos* ».

*Nous pouvons simplement dire que tant que le M5S sera au gouvernement, ce chantier ne débutera pas.*

L'annulation de la construction de cette ligne ferroviaire à haute vitesse, qu'il considère comme un gaspillage d'argent public, était l'un des chevaux de bataille du parti antisystème M5S pendant la campagne électorale. Au contraire de la Ligue dont l'électorat, en grande partie situé dans le nord riche et développé de l'Italie, est favorable à cette ligne.

## **Le M5S en perte de vitesse dans les sondages face à la Ligue**

« *Plus tôt on la fait, mieux ce sera* », avait soutenu vendredi Matteo Salvini lors d'une visite du chantier côté italien, rappelant les « *50 000 emplois* » en jeu. « *Y renoncer et mettre en danger la vie des entreprises me semble peu raisonnable* », avait-il ajouté. Cette prise de position a été vécue comme un affront de la part du M5S, en perte de vitesse dans les sondages face à la Ligue depuis les élections de mars dernier.

Article réservé à nos abonnés

Lire aussi [Les opposants au TGV Lyon-Turin se mobilisent](#)

Le chef du gouvernement Giuseppe Conte a essayé de calmer le jeu en rappelant dans un communiqué que la décision finale serait prise de manière « *transparente* », après une analyse du « *rapport coûts-bénéfices* » commandée par le gouvernement et qui devrait être rendue publique vers la mi-février. Le tunnel qui permettrait la liaison entre Lyon et Turin a déjà commencé à être creusé dans les Alpes, des deux côtés de la frontière. Les 57,5 kilomètres de tracé sont chiffrés à un coût de 8,6 milliards d'euros.

De l'autre côté des Alpes, la ministre française des Transports Élisabeth Borne a invité vendredi l'Italie à prendre rapidement des décisions pour respecter le calendrier. « *Il y a des échéances qui nécessitent que des décisions soient prises dans un calendrier compatible avec la mobilisation des financements européens* », avait-elle souligné, évoquant la « *position claire de la France* » sur la poursuite de ce projet.